

Déclaration liminaire au CTL du 18/06/2015

Depuis la lettre de cadrage du premier ministre du 18 février 2015, la réorganisation territoriale des grandes administrations de l'Etat est entrée dans une phase brutale de sa mise en œuvre. Cette réforme va repenser très profondément la façon pour l'Etat de se comporter dans les régions et les départements.

Il ne s'agit pas de s'adapter à la réforme territoriale, c'est beaucoup plus que ça. Cette réorganisation territoriale de l'Etat se manifestera par une refonte des missions et une reconcentration des pouvoirs au niveau régional et dans les 3 versants de la fonction publique.

En première ligne de cette réforme pilotée par des supers-préfets, véritables 1er ministres régionaux, la DGFIP sera fortement impactée et très rapidement, particulièrement sur les missions régionales.

Il n'y aura pas de gagnant. Tout le monde sera perdant dans ce jeu de dupes.

Des Directions se verront amputées de certaines missions au profit de Supers-DRFIP, comme la Paierie Régionale, le contrôle budgétaire de l'Etat, la politique immobilière de l'Etat, les missions économiques et financières sans transfert d'emplois prévus au 01/01/2016.

Les élus de Solidaires Finances Publiques seront attentifs et exigeants quant aux garanties et priorités des collègues de toutes les directions qui perdront leurs missions.

Déjà depuis des années, des réformes sont à l'oeuvre (RGPP, RéATT, MAP) avec la recherche affichée de « plus d'efficacité » au moindre coût. Les effets de ces réformes sont désastreux pour les personnels ne serait-ce qu'avec le non remplacement des départs à la retraite, et des surcharges de travail induites pour ceux qui restent, etc...

La mise en place des maisons de services au public, ou les projets de maison de l'Etat est un paravent à cette vaste entreprise de démolition des services publics, à leur marchandisation si attendue par les entreprises du secteur privé.

Toutes les réformes qui touchent notre pays et qui, en apparence sont indépendantes les une des autres, ne sont que les pièces d'un puzzle non avoué qui pourrait s'intituler « détricotage de l'Etat ». Nous rappelons que Solidaires Finances Publiques est formellement opposé tant à la démarche stratégique qu' à cette nouvelle réforme.

Les documents que vous nous fournissez aujourd'hui ne sont que la présentation d'un constat et aucun calendrier des mises en place des nouveaux services n'est annoncé. Nous exigeons dès à présent, que des points d'étape réguliers soient faits.

Garant des intérêts des personnels, Solidaires Finances publiques exige que la DGFIP conserve sa gestion des ressources humaines, des missions support et transverses.

Solidaires Finances Publiques se bat tous les jours pour la défense du service public et de ses missions, pour la défense des agents, de leurs rémunérations et de leurs conditions de travail et continuera ce combat contre les déstructurations que vous nous annoncez aujourd'hui.